

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES ARRETES DU MAIRE****N° 2026-55****INTITUTION ET VIE POLITIQUE****DELEGATION
DE FONCTION
ET DE SIGNATURE
A UNE CONSEILLERE
MUNICIPALE**

GERALDINE SAGOT

Le Maire de la commune de Saint-Vivien,

Vu l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales qui confère au maire, sous sa surveillance et responsabilité, une partie de ses fonctions aux adjoints et à des membres du conseil municipal,

VU le procès verbal de la séance d'installation du Conseil Municipal en date du 20 mars 2026,

Considérant que pour permettre une bonne administration de l'activité communale, il convient de déléguer certaines attributions aux adjoints et conseillers municipaux,

A R R E T E**ARTICLE 1 :** A compter du 24 mars 2026, Madame Géraldine SAGOT, conseillère déléguée, a délégation de fonctions dans les domaines suivants :**Urbanisme :**

Organiser le développement du territoire.

Garantir un équilibre entre habitat, activités et environnement.

ARTICLE 2 : Mme Géraldine SAGOT assurera l'instruction et le suivi des dossiers relevant de sa compétence et pourra signer les documents suivants :

- Les courriers et documents relevant de son domaine de délégation (attestations, certificats, autorisations, décisions, permis, arrêtés relevant du domaine de l'autorisation du droit du sol).
- Les bons de commande en lien avec son domaine de délégation dans la limite de 3 000 euros.

ARTICLE 3 : En cas d'empêchement de Mme Géraldine SAGOT, les délégations de fonction et autorisations de signature qui lui ont été accordées seront confiées, à Madame Pascale LEYON, 3^{ème} adjoint au maire.**ARTICLE 4 :** La signature de Mme Géraldine SAGOT, sur les actes pris dans le cadre de sa délégation de fonction et de signature, devra être précédée de la mention : « Pour le Maire et par délégation ».**ARTICLE 5 :** La présente délégation est donnée sous la responsabilité et la surveillance du Maire et est révocable à tout moment.

Mme Géraldine SAGOT rendra compte sans délai au Maire, de toutes les décisions prises et actes signés dans le cadre de la présente délégation de fonctions et de signature.

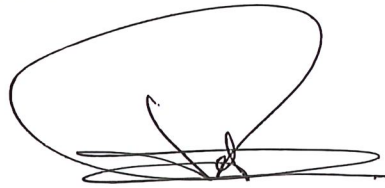
ARTICLE 6 Dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal Administratif de Poitiers – 15, rue de Blossac – CS 80541 – 86020 Poitiers cedex ou de manière dématérialisée depuis le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'intéressée et transmise :

- au représentant de l'Etat
- au comptable de la collectivité

Fait à Saint-Vivien, le 23 mars 2026

Notifié le 25/03/26
(signature de l'élue)



Christophe PRIEUR DE KERMEL
Maire de Saint-Vivien

